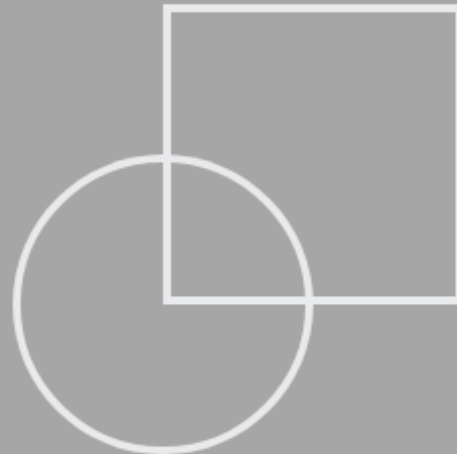


Le Fin Mémo



LA LIGNE FINE

Institut

Scénario n°2 – Impasse politique et instabilité prolongée

Série « Operation Absolute Resolve »

Pôle thématique : RIDS – Relations internationales, Défense et Sécurité
Auteurs : Ismaïl BOUGHIOUL, Yael LOPEZ-TORRES

Date de publication : 28 mars 2026

Résumé exécutif

Ce mémo analyse un scénario dans lequel la intervention militaire américaine permettrait initialement de neutraliser le pouvoir exécutif vénézuélien et de provoquer une transition politique. Cependant, malgré ce succès tactique, le pays entrerait dans une phase d'instabilité prolongée caractérisée par une fragmentation politique, institutionnelle et sécuritaire.

L'argument central de ce scénario repose sur l'idée qu'un succès militaire rapide – mené par une puissance étrangère- ne garantit pas la consolidation politique d'un État fragile. Cette perspective implique la nécessité de consolider la légitimité interne, ce qui accroît l'incertitude quant aux intentions de Donald Trump concernant la gestion du Venezuela.

Dans un contexte marqué par la faiblesse des institutions, la fragmentation des élites politiques, des réseaux de clientélisme politico-criminels et la dépendance économique au pétrole, la transition pourrait déboucher sur une impasse politique durable, empêchant toute stabilisation rapide et freinant toute consolidation vers une démocratisation effective.

Ce mémo constitue la troisième publication consacrée au suivi de l'opération américaine « Absolute Resolve » du 3 janvier, qui a conduit à l'extraction du président Nicolás Maduro du Venezuela. L'analyse met en évidence la mécanique causale du scénario, identifie des indicateurs empiriques permettant d'en observer l'évolution, et examine les implications géopolitiques pour les États-Unis et la région de l'Amérique latine.

Le théâtre géopolitique au Venezuela

Ce scénario peut être interprété à travers plusieurs approches des relations internationales. Les théories réalistes associées à Hans Morgenthau (1948) et Kenneth Waltz (1979) mettent en avant la recherche de puissance et de sécurité par les États.

Dans cette perspective, une intervention américaine viserait à d'une part à réduire l'influence de puissances rivales dans l'hémisphère occidental comme la Chine, la Russie et l'Iran. Et d'autre part à renforcer la crédibilité stratégique et la diplomatie « kinetic » (concept introduit par Duffy, 2018) des États-Unis dans leur sphère d'influence. Cependant, la distinction entre hard power et soft power, développée par Joseph Nye (2004), souligne que la puissance militaire ne suffit pas à stabiliser durablement un système politique.

Dans le cas vénézuélien, le succès du hard power (intervention militaire) ne garantit pas l'efficacité du soft power (reconstruction institutionnelle et légitimité politique). Dans un contexte où les institutions sont fragilisées et l'appareil sécuritaire joue un rôle central dans l'équilibre du pouvoir, la chute rapide du régime pourrait créer un vide institutionnel.

L'armée, organisée autour de la Fuerza Armada Nacional Bolivariana (FANB), pourrait alors se fragmenter entre factions soutenant le gouvernement de transition et unités demeurant loyales aux structures politiques héritées du chavisme, notamment liées au Parti socialiste uni du Venezuela.

Cette fragmentation institutionnelle et sécuritaire pourrait empêcher la reconstitution d'un monopole étatique de la violence et compliquer la reconstruction d'un ordre politique stable. Dans ces conditions, un succès militaire initial des États-Unis pourrait déboucher sur une transition fragile plutôt que sur une stabilisation rapide du pays.

1. Contexte structurel du Venezuela

Une Économie extrêmement dépendante du pétrole

Le Venezuela possède les plus grandes réserves pétrolières prouvées au monde, estimées à environ 303 milliards de barils, ce qui en fait un acteur énergétique potentiellement majeur. Cependant, la production réelle est très inférieure à ce potentiel.

Alors que la production dépassait 3 millions de barils par jour au début des années 2000, elle est tombée autour de 900 000 à 1 million de barils par jour dans les années 2024-2025, en raison des sanctions internationales, de la dégradation des infrastructures et du manque d'investissements dans l'industrie pétrolière. Cette dépendance au pétrole constitue une vulnérabilité majeure: la reconstruction économique du pays dépend largement de la capacité à relancer ce secteur.

Fragilité économique et crise sociale

La crise économique vénézuélienne s'inscrit dans une longue période de contraction du PIB, d'inflation très élevée, atteignant 475 % en 2025, soit la plus élevée au monde (Le Monde, 2026), et de dégradation des services publics.

Même lorsque certains indicateurs officiels évoquent une reprise économique récente, de nombreux analystes soulignent que l'inflation et la faiblesse du pouvoir d'achat continuent de peser lourdement sur la population. Cette fragilité économique réduit fortement la capacité d'un éventuel gouvernement de transition à stabiliser rapidement la situation politique et sociale.

Une crise migratoire régionale majeure

La crise vénézuélienne a également provoqué l'un des plus grands déplacements de population au monde.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, près de 7,9 millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays depuis 2014, principalement vers d'autres pays d'Amérique latine comme la Colombie, le Pérou ou le Brésil. Cette migration massive crée déjà une pression politique et économique sur les États voisins et pourrait s'amplifier en cas d'instabilité prolongée.

Présence de groupes armés au Venezuela et à la frontière avec la Colombie

Selon Insight Crime (2026), les acteurs armés non étatiques jouant un rôle au Venezuela incluent les guérillas colombiennes, notamment l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional –ELN) ainsi que les factions dissidentes des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia –FARC). Le gouvernement de Maduro a favorisé et protégé l'ELN, en échange de profits tirés du contrôle de marchés illicites tels que le trafic de drogue et l'exploitation minière illégale, contribuant ainsi à alimenter des dynamiques de corruption au sein des forces armées.

Bien que les factions dissidentes des FARC soient également présentes au Venezuela, le gouvernement Maduro a donné la priorité à l'ELN en matière de contrôle territorial, en particulier dans les zones de cultures illicites. La présence de l'ELN dans les zones rurales frontalières avec la Colombie revêt un caractère stratégique pour les autorités vénézuéliennes, notamment en raison de la concurrence avec d'autres groupes armés.

S'agissant des groupes criminels, le « Tren de Aragua », né dans les prisons vénézuéliennes, s'est étendu aux pays voisins et ses membres se mêlant aux flux migratoires qui ont quitté le Venezuela en raison de la crise politique et économique. Sous Maduro, le gouvernement a toutefois lancé des opérations contre cette organisation. Par ailleurs, des gangs impliqués dans l'exploitation minière illégale, tels que Las Claritas Sindicato, ont renforcé leurs liens de corruption avec le gouvernement maduriste (Insight Crime, 2026).

Un autre acteur à prendre en compte est celui des « colectivos », groupes armés disposant d'un certain contrôle territorial, y compris à Caracas. Ces groupes sont hétérogènes : certains soutiennent le gouvernement, tandis que d'autres adoptent une posture plus critique à l'égard du pouvoir (Hanson & Zubillaga, 2026).

2. Mécanique du scénario : de la victoire tactique à l'impasse politique

Pour comprendre ce scénario, il est nécessaire d'analyser la chaîne causale qui transforme un succès militaire initial en fragmentation politique durable. Dans plusieurs contextes contemporains, une intervention militaire extérieure peut provoquer la chute rapide d'un pouvoir exécutif sans pour autant permettre la reconstruction rapide d'institutions politiques stables. Des dynamiques similaires ont été observées dans des contextes comme Irak ou Libye, où la disparition d'un pouvoir central fort a créé un vide institutionnel rapidement exploité par des acteurs concurrents.

Dans le cas du Venezuela, la combinaison d'institutions fragilisées, de divisions politiques internes et d'une économie fortement dépendante du secteur pétrolier pourrait transformer une victoire militaire initiale – gérée par les États-Unis - en impasse politique durable. Cette dynamique peut être décrite à travers quatre phases successives.

Phase 1 : intervention militaire et transition politique fragile

Dans ce scénario, une intervention militaire américaine ou une opération multinationale permettrait la neutralisation rapide du pouvoir exécutif en place, avec la mise en place d'un gouvernement intérimaire dirigé par Delcy Rodríguez, chargé d'organiser le transfert de pouvoir.

Face à la perspective d'une transition du pouvoir susceptible de révéler des accusations de répression et de corruption au sein des forces armées du régime, cela entraînerait une désorganisation partielle des forces loyalistes. Cette évolution se produirait parallèlement à l'installation d'un nouveau gouvernement intérimaire soutenu par Washington et certains partenaires régionaux

Toutefois, ce gouvernement repose sur une base institutionnelle fragile. Les institutions étatiques ont été affaiblies par plusieurs années de crise économique et politique, ce qui limite leur capacité à assurer une transition stable.

La légitimité du nouveau pouvoir pourrait également être contestée par une partie de la population vénézuélienne, notamment si la transition est perçue comme imposée de l'extérieur.

L'opposition dirigée par Corina Machado ne participerait pas directement au processus de transition en raison d'un manque de légitimité auprès des forces armées. Elle aurait toutefois la possibilité de continuer à exercer des pressions sur le gouvernement de transition, à travers des mobilisations internes et des actions depuis l'étranger. Cependant, contrairement au passé, l'administration Trump ne semble pas exercer de pression significative sur les autorités vénézuéliennes en faveur d'une transition démocratique.

Phase 2 : fragmentation des institutions et des forces armées

La seconde phase du scénario correspond à une fragmentation progressive de l'autorité politique et sécuritaire.

Fractures au sein des forces armées

L'armée vénézuélienne, organisée autour de la FANB, constitue un acteur central du système politique. La FANB est composée de l'Armée de terre, de la Garde nationale, de la Marine et de l'Aviation, avec environ 123 000 militaires actifs, plus 8 000 réservistes, ainsi que de la Milice bolivarienne, créée par le président Hugo Chávez, regroupant entre 200 000 et 300 000 membres (Hanson & Zubillaga, 2026).

Dans un contexte de transition imposée dans l'urgence, des divisions internes pourraient apparaître entre :

- Officiers soutenant le gouvernement de transition.
- Factions demeurant loyales aux structures politiques héritées du chavisme, notamment liées au Parti socialiste uni du Venezuela.
- Commandements régionaux cherchant à préserver leur autonomie et leurs ressources locales.

Ces divisions pourraient empêcher la reconstitution rapide d'un monopole étatique de la violence et favoriser la démocratisation.

Rivalités institutionnelles

En parallèle, plusieurs acteurs institutionnels pourraient contester l'autorité du pouvoir central. Il s'agirait notamment des gouverneurs régionaux, des autorités judiciaires et des assemblées locales. Chaque acteur chercherait à préserver ses marges de manœuvre politiques et économiques dans un environnement incertain.

Multiplication d'autorités concurrentes

Comme mentionné précédemment, dans certaines régions périphériques ou frontalières, des acteurs non étatiques pourraient exploiter le vide institutionnel. Il s'agirait notamment des « colectivos », des groupes paramilitaires, de la guérilla colombienne de l'ELN et des dissidences des FARC, ainsi que de réseaux criminels liés au trafic de drogue ou à l'exploitation minière illégale.

Cette dynamique pourrait conduire à une fragmentation territoriale partielle du pays, dans laquelle différentes zones seraient contrôlées par une multiplicité d'acteurs armés non étatiques concurrents, accompagnée d'une prolifération accrue des armes à feu.

Les réseaux de corruption au Venezuela lient des groupes criminels à des autorités politiques et militaires. Ces réseaux tirent profit des gains provenant d'activités illicites telles que le trafic de drogue, l'exploitation minière illégale et le trafic d'or. Collectivement, ce système est connu sous le nom de « El Cartel de los Soles », bien qu'il ne s'agisse pas d'une organisation criminelle à proprement parler (Insight Crime, 2026). Leurs opérations se sont étendues à l'Amazonie et aux Caraïbes. Un transfert politique au Venezuela pourrait entraîner des réajustements au sein de ces réseaux, conduisant à des actes de violence contre des communautés dans divers territoires.

La légitimité interne est fortement remise en question. La division entre les factions de l'élite chaviste et maduriste auraient un impact sur la capacité des différents acteurs à exercer une coercition. La démobilisation de ces acteurs armés et la rupture des réseaux de corruption avec les forces armées pourraient engendrer une compétition entre acteurs non étatiques, provoquant ainsi des violences.

Phase 3 : blocage économique et tensions sociales

La troisième phase correspond à une stagnation économique empêchant la consolidation politique.

Production pétrolière insuffisante

La relance de l'économie dépend largement du secteur énergétique, historiquement dominé par la compagnie nationale PDVSA.

Cependant, plusieurs facteurs pourraient limiter une reprise rapide tels que: les infrastructures pétrolières fortement dégradées, le manque d'investissements étrangers et l'instabilité sécuritaire dans certaines zones de production. Dans ces conditions, la production pétrolière pourrait rester durablement inférieure à son potentiel, empêchant l'État de générer les ressources nécessaires à la reconstruction.

Faible confiance des investisseurs

L'incertitude politique et institutionnelle pourrait également décourager les investissements internationaux indispensables à la relance économique.

Tensions sociales persistantes

La combinaison d'une inflation élevée, d'un chômage important et d'une pauvreté persistante continuerait d'alimenter les tensions sociales. Ces facteurs pourraient fragiliser davantage le gouvernement de transition et renforcer la contestation politique.

Par ailleurs, l'ouverture du secteur minier au marché pourrait attirer de nouveaux acteurs, ce qui affecterait les revenus perçus par certaines autorités via des circuits illicites. Cela pourrait modifier les incitations économiques et accentuer les divisions au sein des forces armées impliquées dans des pratiques de corruption. Cette dynamique risquerait également d'accroître les tensions avec les populations des zones minières et de provoquer des dommages environnementaux importants.

Impact sur les prix du pétrole lié à la guerre en Iran

La guerre en Iran a entraîné une hausse des prix des combustibles, ce qui pourrait également se traduire par une augmentation des hydrocarbures au Venezuela. La prolongation de cette situation dépendra d'une transition politique légitime accompagnée d'investissements. Cela s'ajoute aux conditions incertaines du pays pour relancer sa production pétrolière et stabiliser son économie.

Phase 4 : internationalisation indirecte du conflit

La fragilité politique interne ouvre la voie à une implication indirecte d'acteurs extérieurs. Certaines puissances peuvent chercher à préserver leurs intérêts économiques ou stratégiques dans le pays.

Depuis l'époque du chavisme, le soutien international d'alliés comme la Chine, l'Iran et la Russie a servi de pilier au régime autoritaire dans la région. C'est pourquoi le Venezuela pourrait ainsi devenir **un espace de compétition indirecte entre grandes puissances**, sans confrontation militaire directe.

Points de blocage structurels

En résumé, les facteurs qui pourraient empêcher une stabilisation rapide sont:

- Absence de consensus politique entre les différentes forces d'opposition.
- Rivalités entre élites régionales pour le contrôle des ressources économiques.
- Faibles capacités administratives de l'État.
- Persistance d'insécurité dans certaines régions frontalières ou minières.

Ces blocages structurels pourraient transformer la transition politique en impasse institutionnelle durable.

3. Indicateurs observables du scénario

L'évolution vers ce scénario pourrait être identifiée à travers plusieurs indicateurs empiriques observables par les organisations internationales et les institutions économiques.

Fragmentation diplomatique

- Reconnaissance internationale partielle du gouvernement de transition.
- Divisions entre organisations régionales et puissances extérieures.

Fragmentation sécuritaire

- Multiplication d'incidents armés localisés.

- Externalisation de la coercition par les autorités gouvernementales à des groupes criminels qui contrôlent certaines régions.

Évolution du secteur énergétique

- Stagnation durable de la production pétrolière autour d'un million de barils par jour.
- Absence d'investissements majeurs dans le secteur.

Expansion des réseaux criminels

- Escalade des violences entre groupes criminels, alimentée par la fragmentation des réseaux corrompus au sein des forces de sécurité pour le contrôle des profits liés trafic de drogue et à l'exploitation minière illégale.
- Extension des groupes armés non étatiques vers d'autres territoires de la région, notamment la Colombie, le Brésil et les Caraïbes.

Violations des droits humains

- Signalements de répression et de violences contre des communautés dans des zones contrôlées par des groupes armés en collusion ou non avec les forces militaires.
- Atteintes aux droits humains, telles que le travail forcé et le travail des enfants, particulièrement dans les zones rurales sous l'emprise de la guérilla de l'ELN.

Dynamique migratoire

- Reprise des flux migratoires vers les pays voisins.
- Augmentation du nombre de réfugiés régionaux.

4. Gains et risques stratégiques pour les États-Unis

Gains de court terme

À court terme, une intervention militaire américaine visant à capturer le chef de l'exécutif du Venezuela pourrait obtenir plusieurs avantages stratégiques :

- Affaiblissement de l'influence de puissances rivales dans la région.
- Renforcement de sa crédibilité stratégique auprès de ses alliés.
- Accès potentiel à un secteur énergétique majeur.

Risques de long terme

Cependant, les risques stratégiques demeurent importants :

- Montée de l'anti-américanisme dans la région.
- Coûts financiers et politiques d'un engagement prolongé.
- Instabilité régionale persistante.
- Risque de blowback stratégique, c'est-à-dire des effets négatifs inattendus pour les États-Unis eux-mêmes.

Cette situation soulève des interrogations majeures qui compliqueraient toute stratégie américaine de contrôle au Venezuela (et plus largement dans la région). Dans un contexte marqué par une instabilité politique récurrente, serait-il possible d'assister à davantage d'opérations unilatérales des États-Unis sans l'aval du Congrès? Une telle approche risquerait-elle d'engendrer un nouveau conflit – en plus de celui avec l'Iran – dans le cadre de la lutte contre le narcotraffic et le terrorisme dans les Amériques? Enfin, ce scénario risquerait d'exacerber le sentiment d'hostilité envers les États-Unis au sein des sociétés latino-américaines et au-delà.

5. Conclusion

Même si une intervention militaire américaine a permis de renverser rapidement le chef du régime, la transition vers une démocratisation et une stabilisation du Venezuela resterait un défi majeur.

La faiblesse institutionnelle, les divisions politiques internes et les contraintes économiques pourraient conduire à une impasse politique durable, caractérisée par une fragmentation du pouvoir, une situation intérieure volatile et une instabilité sécuritaire persistante. Dans ce contexte, les gains stratégiques pour Washington resteraient incertains et conditionnels, tandis que les risques pour la stabilité régionale pourraient s'accroître.

Bibliographie:

- Bull, B., & Rosales, A. (2020). The crisis in Venezuela. *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, (109), 1-20.
- Center for Strategic and International Studies. *Venezuela: Analysis, Research & Events*. Washington, DC.
- Council on Foreign Relations. (2024) *Venezuela: The Rise and Fall of a Petrostate*. New York.
- Duffy, T. F. (2018). *The Dangerous Rise of Kinetic Diplomacy*. War on the Rocks. <https://warontherocks.com/2018/05/the-dangerous-rise-of-kinetic-diplomacy/>
- Hanson, R., & Zubillaga, V. (2026). *Venezuela's civil-military alliance is being stretched — if it breaks, numerous armed groups may be drawn into messy split*. The Conversation.
- International Crisis Group. *Venezuela in Crisis Reports*. Bruxelles.
- International Monetary Fund. (2024). *World Economic Outlook Database: Venezuela*. Washington, DC.
- International Organization for Migration. (2024) *Regional Response for Venezuelan Migrants and Refugees*. Geneva.
- LaSusa, M. (2026, January 8). 5 Crime Groups You Need to Know to Understand Post-Maduro Venezuela. InSight Crime.
- Le Monde (2026, March 7). *Venezuela inflation hit 475% in 2025, the world's highest level*. Le Monde.fr.
- Morgenthau, H.J. (1948) *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*. New York: McGraw-Hill
- Nye, J. (2004) *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York: Public Affairs.
- Organization of the Petroleum Exporting Countries. (2023) *Annual Statistical Bulletin*. Vienna.
- United Nations High Commissioner for Refugees. (2024). *Venezuela Situation: Refugee and Migration Data*. Geneva.
- U.S. Energy Information Administration. (2023) *Venezuela Country Analysis Brief*. Washington, DC.
- Waltz, K. (1979). *Theory of International Politics*. Addison-Wesley Publishing Company.
- World Bank. (2024) *World Development Indicators: Venezuela*. Washington, DC,.

